

ACTION URGENTE

INDE. PROLONGATION DE LA DÉTENTION ADMINISTRATIVE D'UN MILITANT

Le défenseur des droits humains Chandrashekhar Azad « Ravan » est en détention administrative depuis plus de six mois et, en vertu d'une décision rendue par la Haute Cour le 26 avril 2018, va être maintenu en détention sans inculpation jusqu'en août 2018. En application de la Loi relative à la sécurité nationale (NSA), Chandrashekhar Azad peut être détenu sans inculpation ni jugement pendant une période pouvant aller jusqu'à 12 mois.

Chandrashekhar Azad a fait l'objet d'une détention administrative, sans inculpation ni jugement, pendant ces six derniers mois. Il avait demandé l'annulation de son placement en détention au titre de la NSA mais la Haute Cour d'Allahabad a rejeté sa requête le 26 avril 2018. Cette décision a été prise après que les autorités de l'Uttar Pradesh ont fait valoir auprès de la Haute Cour que Chandrashekhar Azad, s'il était libéré, se livrerait à des activités qui « aviveraient les dissensions entre les castes » et « auraient des répercussions négatives sur le maintien de l'ordre ». Les autorités de cet État ont ensuite prolongé de trois mois la détention de Chandrashekhar Azad au titre de la NSA, jusqu'en août 2018.

Le 3 novembre 2017, Chandrashekhar Azad, fondateur de l'« Armée Bhim » (*Bhim Army*), une organisation de défense des droits des *dalits* (opprimés), a été arrêté et placé en détention administrative au titre de la NSA sur l'ordre du magistrat du district de Saharanpur. Ce texte permet de placer des personnes en détention administrative pendant une période pouvant aller jusqu'à 12 mois pour des raisons, vaguement définies, de sécurité nationale et de protection de l'ordre public. C'est une loi répressive qui est utilisée dans plusieurs États indiens pour cibler des défenseurs des droits humains.

La veille de son arrestation au titre de la NSA, Chandrashekhar Azad s'était vu accorder une libération sous caution par la Haute Cour d'Allahabad - il était détenu depuis son arrestation du 8 juin 2017. Il avait notamment été inculpé d'émeute, d'incitation à la violence et de destruction de biens publics, à la suite d'affrontements entre des manifestants *dalits* et des groupes de castes dominantes dans le district de Saharanpur (Uttar Pradesh, Inde). Ces troubles sont intervenus après que deux hommes *dalits* ont été tués et au moins 50 maisons *dalits* incendiées dans le village de Shabbirpur (district de Saharanpur, Uttar Pradesh) par des hommes appartenant à une caste dominante en avril et mai 2017. Selon certains médias, le juge qui avait initialement ordonné la libération sous caution de Chandrashekhar Azad avait déclaré que les accusations portées contre celui-ci semblaient motivées par des considérations politiques.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de l'Uttar Pradesh de libérer immédiatement et sans condition Chandrasekhar Azad en mettant fin à sa détention administrative, et de le juger dans le cadre d'un procès équitable, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains ;
- exhortez-les à veiller à ce que, en attendant sa libération, Chandrasekhar Azad ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres formes de mauvais traitements ;
- demandez-leur de cesser de recourir à la détention administrative au titre de la Loi relative à la sécurité nationale ou de toute autre loi en vigueur.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 JUIN 2018 À :

Premier ministre de l'Uttar Pradesh

Yogi Adityanath

Chief Minister, Uttar Pradesh

Room No 306 (Third Floor)

Lal Bahadur Shastri Bhawan,

Lucknow, Uttar Pradesh 226001, Inde

Fax : +91-522- 2239234

Courriel : cmup@nic.in

Formule d'appel : Dear Chief Minister, /

Monsieur le Premier ministre de l'État

de l'Uttar Pradesh,

Directeur général de la police de l'Uttar

Pradesh

Sul Khan Singh

Police Headquarters, Rana Pratap Marg,

Dalibagh Colony, Butler Colony,

Lucknow, Uttar Pradesh 226001, Inde

Courriel : dgpcontrol-up@nic.in

Formule d'appel : Dear Sir, / Monsieur,

Copies à :

Point focal pour les défenseurs des droits humains, Commission nationale des droits humains

Deputy Registrar (Law) and Nodal Officer,

Shri Srinivasa Kammath

Manav Adhikar Bhawan, Block-C,

GPO Complex, INA

New Delhi, Inde

Fax : +91-112- 4651329

Courriel : dr1.nhrc@nic.in

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Inde dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de

l'AU 248/17. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa20/8191/2018/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

INDE. PROLONGATION DE LA DÉTENTION ADMINISTRATIVE D'UN MILITANT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Chandrashekhar Azad est le fondateur de l'« Armée Bhim » (*Bhim Army*), une éminente organisation de défense des droits des *dalits* (opprimés), dans l'Uttar Pradesh, qui milite contre la discrimination et la violence fondées sur la caste. Elle gère également environ 300 écoles pour les enfants *dalits* de cet État.

Les lois relatives à la détention administrative permettent de placer des personnes en détention sans inculpation ni jugement. Le droit international n'autorise la détention administrative que dans des circonstances exceptionnelles et quand elle est encadrée par des garanties strictes. En Inde, les lois administratives telles que la NSA sont souvent utilisées pour détenir des personnes pour des motifs vagues, au mépris des garanties du système ordinaire de justice pénale. La Cour suprême de l'Inde a qualifié le système de la détention administrative d'« illégal ». Amnesty International est opposée à tous les systèmes de détention administrative.

Le système indien des castes se fonde sur des identités assignées correspondant à des groupes. Les *dalits* (opprimés), ou « intouchables », occupent le bas de l'échelle de ce système et sont souvent soumis à des discriminations et des violences fondées sur la caste par des membres des castes dominantes. En 2015, plus de 45 000 infractions visant des *dalits* ont été signalées dans l'ensemble du pays. Dans plusieurs États, les *dalits* se voient fréquemment interdire de pénétrer dans des lieux publics et des espaces sociaux, et sont victimes de discrimination dans l'accès aux services publics.

Nom : Chandrasekhar Azad
Homme